

Excellence Monsieur le Président de la République Portugaise,

Excellence Madame la Présidente de l'Assemblée de la République Portugaise,

Excellence Monsieur le Procureur Générale de la République Portugaise,

Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République Portugaise,

Excellence Mesdames et Messieurs les Députés de l'Assemblée de la République Portugaise,

Est devenue publique, référée par l'agence de presse LUSA, en date du 19 Décembre 2013, que l'État Portugais se prépare à vendre, par l'intermédiaire de la maison d'enchères Christie's à Londres, de 85 œuvres majeures de l'artiste Joan Miró espérant obtenir avec cette vente une valeur voisinant les 35 millions d'euros.

Aux yeux des imprudents et des moins avertis dans les questions du marché de l'art, la somme, peut paraître intéressante, mais en réalité, cet un montant ridicule pour plusieurs raisons : premièrement et avant tout, la vente `en attaque de cette quantité d'œuvres, 85, fera descendre sa valeur. Donc, il serait judicieux de ne pas faire une opération de cette forme où d'aucuns qui voudraient les racheter ensuite, n'auraient pas la possibilité de le faire. La collection dispersée, elle ira, il va de soi, un peu partout dans le monde, en collections privés ou enrichir les collections d'autres Musées, que jamais auront, eux, intérêt en se séparer. Rien que cela justifie l'extrême prudence dans l'aliénation de cet ensemble d'œuvres majeures.

Cette information nous montre le niveau des décisions prises par le gouvernement du Portugal : Sera-t-il possible que personne comprenne l'énormité de cet acte de vente ? Sera-t-il possible que personne n'entende qu'il s'agit de la deuxième aliénation du Patrimoine National ? C'est que cette collection appartient au peuple portugais : dans la mesure que nous avons tous été appelés à payer la facture de la banque, le Banco Português dos Negócios (BPN). La moindre des choses qu'il est exigé, est que l'État ne vende pas ce patrimoine et de surtout ne pas le faire, de cette forme, en vendant l'ensemble ET en ce moment de crise internationale. Ces œuvres, restant au Portugal, vont, dans l'immédiat, gérer des recettes supérieures à la valeur de leur vente, dans la mesure qu'elles sont réellement majeures et, de surcroit, en grande quantité. Cet ensemble, visible au publique dans un musée portugais attirerait le tourisme international, fusse-t-il artistique et culturel, pour des décennies à venir, gérant des bénéfices pour l'économie locale et des recettes d'impôts, au delà du imaginable et permettraient le développement et la création de partenariats internationaux avec d'autres entités culturelles, donneraient origine à des publications et études qui contribueraient le développement intellectuel de notre pays, pour ne

citer que nous. Par ailleurs, si toutefois et dans un avenir lointain l'État Portugais venait à décider de s'en séparer et les vendre, leur valeur serait bien plus supérieure à celle qu'il compte gagner à ce jour, car, bien qu'il refuse d'en faire leur inventaire, il s'agit d'œuvres significatives d'un artiste consacré internationalement que, par l'importance artistique, historique et muséologique gagneront, bien évidemment, davantage de valeur. Seuls, les mal informés ou très mal informés, ne voient pas clairement le bénéfice en maintenir une collection comme celle-ci en notre pays. Seuls, les mal informés, ne peuvent pas se rendre compte, de cette poule aux œufs d'or dans la durée du temps et la chance qu'ils ont eu, au milieu du chaos financier géré par la BPN.

Mais bien sûr, tout cela ne nous surprend plus. Elle nous rend triste, immensément tristes. Surtout parce que tout cela a été décidé, sans que l'opinion publique soit appelé à se manifester, sans en faire une concertation. Bien que ces œuvres sont, depuis 5 ans, sous la juridiction de l'État Portugais, que semble-t-il les auraient cachés à la banque de l'État, la Caixa Geral dos Depósitos, jamais elles ont fait l'objet d'une exposition publique, ni, à ce qu'il paraît existe un registre photographique des mêmes disponibles au publique, de même, que nous ne savons pas, s'il a été demandé à qui de droit la pertinence de ces œuvres et sa manutention dans la sphère de l'État. Et, spécialement, parce que tout ceci est fait sans aucune transparence, voire même en totale opacité, l'information de cette mise en vente est donnée au moment des vacances de Noel, époque propice à la dispersion des citoyens et de l'opinion publique. Plus encore, une fois la valeur de la vente en poche, c'est manifestement très en dessous du coût impliqué dans le sauvetage de la banque BPN. Nous ne savons pas non plus, de quelle forme la vente sera réalisée, vu que les nouvelles annoncent trois vents successives à partir d 4 Février et de pré ventes, déjà à partir du 20 Janvier. Nous attirons l'attention sur un point qui n'est pas le moindre, la valeur actuelle estimée par cette même maison de vente aux enchères, Christie's, contrarie sa propre expertise de 2008, enregistrée dans le Procès verbale de la banque BPN, estimant la valeur de l'ensemble entre les 80 millions à 150 millions d'euros!

C'est certainement ce même genre de décisions, prises surtout contres les intérêts du peuple portugais que, s'il est appelé à se prononcer et s'il a le temps de le faire, saura démontrer sa volonté de préserver cet très important patrimoine dans la sphère de l'État, comme il l'a fait dans les années 90, quand les gouvernants à cette époque ont préféré submerger les gravures rupestres en Foz-Côa, en échange d'un barrage dont l'expectative de vie ne dépassera jamais les 50 ans. À ce moment-là il a été donné du temps au peuple portugais pour se prononcer. Aujourd'hui, bien évidemment et malheureusement pour nous, le temps est bref, car entre la nouvelle référée et la date programmée de la vente, il n'y a guère qu'un mois, raison pour laquelle, nous appelons vos Excellences à suspendre, immédiatement cette vente et, à organiser,

si nécessaire est, une consultation publique auprès de la population, pour que cette vente soit définitivement annulée. Il n'est pas juste question d'aliéner un patrimoine, mais aussi, outre le fait qu'il appartient à nous tous, nous considérons qu'il doit rester dans notre pays, afin qu'à des générations futures parvienne une autre chose que la facture du chaos de la banque BPN. Aux personnes qui ont été soumises à payer cette même facture il est impératif et indispensable être décisionnaire dans le sort de cette très importante collection d'œuvres d'art.

Nous considérons donc, cette matière comme potentiellement préjudiciable aux intérêts nationaux, présents et futurs, et nous vous appelons, à la correction de cet erreur monumental, prenant toutes les mesures nécessaires pour, dans l'immédiat, suspendre la vente et, procéder à une consultation publique dans les plus brefs délais que puisse démontrer la volonté de la population dans l'annulation définitive de cette vente et pour que les 85 œuvres de Joan Miro, un des plus grands artistes du XX siècle restent au Portugal .

Plus est, nous vous demandons, e faire une recherche sur les circonstances qui ont impliqué tout ce procès et que, s'il y en a, d'enquêter sur les responsabilités et les responsables de ces actes que peuvent, s'ils se réalisent, léser l'État portugais.

Les signataires dûment identifiés,